

# CHOISIR NOTRE EUROPE



« Je veux  
une Europe  
qui protège »

Guillaume Balas,  
candidat du Parti socialiste



« La relance économique  
passe par l'investissement  
européen »

Pervenche Berès, tête de liste



1000 milliards  
d'évasion fiscale  
en Europe  
par an !



STOP AU  
DUMPING  
SOCIAL !

PAR NOTRE VOTE  
IMPOSONS UNE NOUVELLE  
CROISSANCE



Investir dans  
des grands  
projets  
européens



UN JEUNE SUR  
QUATRE AU  
CHÔMAGE !



Le 25 mai, un seul jour, un seul tour,  
pour élire vos députés européens

[www.choisirnotreeurope.fr](http://www.choisirnotreeurope.fr)

ELECTIONS EUROPÉENNES  
25 MAI 2014

ILE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER



**L'INTERVIEW**  
**PERVENCHE BERÈS**

TÊTE DE LISTE DU PARTI SOCIALISTE  
POUR LA CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE  
ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

**BIO**  
**EXPRESS**

**Députée européenne, chargée du rapport sur les causes de la crise financière, économique et sociale**, a été à l'origine, avec d'autres députés, de l'organisation Finance Watch qui milite en faveur d'un système financier au service de la société face aux lobbies défendant les intérêts privés des grands acteurs financiers.

**« LA RELANCE ÉCONOMIQUE PASSE PAR L'INVESTISSEMENT EUROPÉEN »**

**O**n entend beaucoup parler de dette : avec quel argent financer les investissements créateurs d'emploi ?

La relance de l'activité économique et la création d'emplois de qualité passent par la relance de l'investissement au niveau européen. C'est pourquoi nous nous battons pour une révision du pacte de stabilité pour favoriser les investissements publics. Les 34 milliards que rapportera la taxe sur les transactions financières (TTF) et les euro-obligations financeront un plan de relance européen ciblé sur le soutien aux projets d'avenir et à la formation professionnelle continue.

Commission européenne a, durant près de 20 ans, défendu, en tant que Premier ministre du Luxembourg, le maintien du secret bancaire. Sa défaite permettra de faire avancer la lutte contre l'évasion fiscale. Avec l'ensemble des forces progressistes européennes, nous mettrons fin à cette pratique en exigeant l'échange automatique d'informations fiscales au niveau européen et international. Nous serons intraitables avec ceux qui détournent les lois fiscales pour échapper à l'impôt. La TTF devra également porter sur tous les outils de spéculation et pénalisera ainsi les opérations de pur boursicotage.

**Comment protéger les travailleurs et les salariés en Europe et rendre meilleures leurs conditions de vie ?**

Protéger les salariés en Europe, c'est lutter contre le dumping social, à travers la création d'une inspection du travail européenne. C'est préserver la qualité des emplois, grâce à la relance d'une stratégie européenne en faveur d'une meilleure santé et sécurité au travail. C'est, dans chaque Etat, instaurer un salaire minimum, pour garantir à tous une vie décente et mettre fin au scandale des travailleurs pauvres. C'est changer les Traités pour qu'enfin les droits sociaux priment sur les libertés du marché intérieur !

**Comment comptez-vous lutter contre les excès de la finance et l'évasion fiscale en Europe ?**

Jean-Claude Juncker, candidat de la droite conservatrice à la présidence de la

**« Soyons intraitables avec ceux qui tentent d'échapper à l'impôt. »**

**IL L'A DIT...**

**« L'austérité en Europe est une erreur »**

Martin Schulz, président du Parlement européen, candidat à la présidence de la Commission européenne



**MARTIN SCHULZ** : fermement opposé à la politique d'austérité menée par les conservateurs depuis de trop longues années, son engagement est fondé sur les ambitions claires qui l'ont toujours animé : la justice sociale, l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la réforme des marchés financiers. Le 1<sup>er</sup> mars 2014, Martin Schulz a été élu par l'ensemble des partis socialistes et progressistes européens pour être leur candidat à la Présidence de la Commission européenne.









# 1 000 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'ÉVASION FISCALE

**M**ille milliards d'euros par an : c'est la somme phénoménale que représente la fraude fiscale en Europe d'après la Commission. Au total, 20 % du PIB de l'Union européenne échappe à l'impôt. Cette fraude à grande échelle est intolérable, inacceptable en temps de crise. Mille milliards représentent les dépenses annuelles de santé des pays et quatre fois ce qu'ils investissent dans l'éducation. Cette somme permettrait de réduire les dettes des États et de stimuler la croissance. Les pays doivent coopérer pour sanctionner les fraudeurs et mettre fin aux paradis fiscaux.



## NOUS VOULONS }

- ⊗ Intensifier la lutte contre l'évasion fiscale, établir une liste noire complète des paradis fiscaux.
- ⊗ Obliger les grandes entreprises à mettre en place une comptabilité pays par pays, instaurer un système d'information automatique des dépôts des non-résidents.
- ⊗ Abolir le secret bancaire et infliger des sanctions lourdes aux contrevenants: retrait des licences bancaires et interdiction d'accès aux marchés publics européens aux établissements présents dans les paradis fiscaux.

## Lobbies

Février 2012, des milliers de personnes dans le monde ont manifesté leur opposition à l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) qui menaçait les libertés individuelles et l'accès aux médicaments génériques. Une mobilisation en soutien aux parlementaires progressistes qui défendaient le rejet du traité par le Parlement européen. Cette victoire est celle de la démocratie contre les lobbies. Les contre-pouvoirs ne peuvent être négligés et doivent être écoutés par la Commission européenne.

# GOOGLE DOIT PAYER !

**C**ertains géants industriels, et notamment ceux du numérique, Google, Amazon, Apple, Facebook ou Microsoft sont passés maîtres dans l'art de « l'optimisation fiscale ». Ils échappent ainsi à l'impôt dont ils doivent s'acquitter dans les pays où ils développent leurs activités. Google a réussi l'exploit, en 2011, de ne verser que 3,2 % d'impôts sur les bénéfices réalisés à l'étranger. Comment ? En s'établissant fictivement dans des Etats à faible taux d'imposition et en utilisant les accords internationaux destinés à éviter une double imposition pour ne pas payer d'impôts du tout ! Face à cette situation, les Etats, isolés devant la toute-puissance des multinationales, n'ont pas les moyens suffisants pour y mettre fin.

## NOUS VOULONS }

- ⊗ Exiger que les entreprises paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités.
- ⊗ Contraindre les géants du Web à financer la création et les investissements dans les réseaux numériques dont ils sont les premiers bénéficiaires.



## LA NÉGOCIATION UE-ÉTATS-UNIS SE DÉROULERA SUR PLUSIEURS ANNÉES

Il n'y aucune raison de ne pas discuter avec les Américains si l'accord est avantageux pour les deux parties. S'il ne nous convient pas, il ne sera pas signé car il devra être approuvé par tous les États membres, le Parlement européen et les parlements nationaux.



Les échanges commerciaux  
UE - États-Unis en 2013



Des États-Unis  
vers l'Union européenne

De l'Union européenne  
vers les États-Unis

Sur demande des États membres,  
l'accord ne doit pas concerner...

Les services audiovisuels,  
exception culturelle,  
pour préserver la diversité  
culturelle et linguistique

Les marchés publics de défense  
pour protéger des intérêts  
essentiels de notre sécurité

et il doit préserver...

Un haut niveau de protection  
de l'environnement, des  
travailleurs et des  
consommateurs

La ligne rouge à ne pas franchir,  
ce que les socialistes exigent

Permettre un meilleur accès  
de nos entreprises  
aux contrats publics américains

Protéger nos « indications  
géographiques »  
(vins, fromages...)

Les socialistes seront vigilants sur  
Les secteurs sensibles  
(agriculture...)

La protection des  
données personnelles  
L'information des citoyens

Les mécanismes de règlement des conflits



## JUSTE-ÉCHANGE

# Une Europe ouverte, pas offerte

Nos entreprises doivent avoir accès aux grands marchés en expansion rapide d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, tout en étant préservées d'une concurrence déloyale qui bafoue les normes internationales, sanitaires, environnementales et sociales. Les traités commerciaux internationaux conclus par l'UE doivent protéger l'accès à notre marché de 500 millions d'Européens, en imposant le respect de nos normes. Nous défendons un juste-échange fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect de normes internationales. Nous sommes contre le libre-échange généralisé mais aussi contre le repli protectionniste.

## Pour un traité social européen

L'emploi et le pouvoir d'achat sont les préoccupations principales des Européens. Elles ne sont pas celles des conservateurs européens qui, aux commandes de l'Union, ne raisonnent qu'en termes de coupes budgétaires et de régression sociale.

La prochaine étape de la construction européenne doit être celle de la lutte contre le chômage et les inégalités, celle du retour vers une croissance durable. Nous voulons rééquilibrer la construction européenne par l'ajout d'un « traité social européen ». Il imposera le respect d'objectifs d'amélioration des conditions de vie et de travail, de qualité des emplois, de lutte contre les discriminations à l'embauche et dans les rémunérations, de dialogue social et de développement durable. Ce traité garantira à tous les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et le principe de la clause la plus favorable aux salariés.

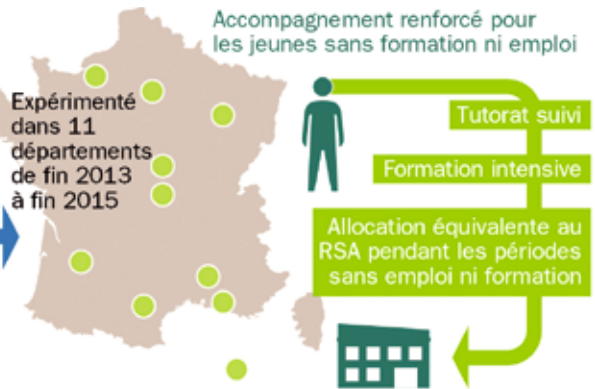
## «GARANTIE JEUNES» EUROPÉENNE

# UN JEUNE SUR QUATRE AU CHÔMAGE !

### «La garantie jeunes»

Un dispositif mis en place par le gouvernement socialiste en France

Financé par l'Union Européenne



Génération sacrifiée », « ascenseur social en panne »... Quelle que soit l'expression, la situation est inacceptable : 5,5 millions de jeunes européens au chômage, soit un quart des moins de 25 ans. Sous l'impulsion de la France, nous avons obtenu de l'Europe la mise en place de la « garantie jeunes ». Plus de 6 milliards d'euros ont ainsi été débloqués pour que les jeunes se voient proposer un

complément d'éducation ou de formation, un emploi, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant leur sortie du système éducatif ou la perte de leur travail. Un début significatif mais pas suffisant. En France, le gouvernement teste la « garantie jeunes » dans 11 départements et soutient les programmes d'aide à l'emploi des jeunes : emplois d'avenir, contrats de génération, contrats aidés.

**NOUS VOULONS**

- Augmenter le financement de la « garantie Jeunes » à 21 milliards d'euros, mieux encadrer les stages.
- Créer un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante.
- Étendre Erasmus et Erasmus-Plus à toute la jeunesse, en formation générale ou professionnelle et aux jeunes en recherche d'emploi.



# L'INTERVIEW GUILLAUME BALAS

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE POUR LA CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

## L'ENJEU DU 25 MAI

Une majorité de gauche au Parlement européen, c'est possible !  
Le 25 mai, un seul jour, un seul tour.

# « JE VEUX UNE EUROPE QUI PROTÈGE TOUS SES CITOYENS »

### BIO EXPRESS

**Guillaume Balas est professeur d'histoire et investi politiquement en Lorraine puis en Ile-de-France.** Il préside le groupe socialiste au Conseil régional d'Ile-de-France. Pour Guillaume Balas, le dérèglement climatique est une urgence absolue, d'autant que ses conséquences touchent avant tout les plus fragiles. Il veut agir à l'échelon européen, le plus pertinent pour mettre en œuvre la transition écologique.

#### Qu'est-ce pour vous que l'idéal européen ?

Ma génération a été élevée dans l'idée d'une Europe protectrice après deux guerres mondiales dévastatrices. Je veux une Europe qui protège tous ses citoyens mais les risques ont changé. Crise économique, chômage de masse et spécialement des jeunes... : l'Europe que je veux, l'Europe que nous, socialistes, voulons, est un espace où les droits sociaux comptent plus que les intérêts des multinationales, et dans lequel ce sont les banques qui paient pour leurs erreurs, et pas les contribuables. Tout le contraire des politiques menées par les conservateurs depuis trop longtemps, qui ont fait de l'austérité une méthode.

#### En quoi consiste la nouvelle croissance que vous entendez mettre en place ?

Nous devons investir dans de grands projets dans les domaines de l'énergie, et particulièrement des énergies renouvelables, du numérique, de l'agro-alimentaire... Souhaiter la croissance en limitant les investissements est illusoire. L'austérité ne crée pas d'activité, pas plus qu'elle ne génère des emplois. L'Union européenne, forte de ses 500 millions d'habitants, doit être un espace d'excellence environnementale et technologique. Et, dans la mesure où ces investissements sont indispensables pour préparer l'avenir, nous nous battons pour qu'ils ne soient pas pris en compte dans le calcul du déficit.

#### Le politique monétaire de la zone euro est-elle la bonne pour accompagner cette nouvelle croissance ?

Sûrement pas. Que l'on parle d'Euro trop fort, ou trop cher, il est clair désormais que la politique monétaire menée n'a pas pris les bonnes orientations. La Banque centrale européenne (BCE) a certes pour mission de limiter l'inflation mais aujourd'hui, c'est le risque déflationniste qui nous guette. Je souhaite que la BCE mène une politique expansionniste susceptible de soutenir l'activité des entreprises, en respectant l'objectif de 2 % d'inflation qui est le sien. Mario Draghi, président de la BCE, a fait des annonces dans ce sens : je souhaite qu'elles soient suivies d'effets.

© D.R. - Parlement européen - © Fotolia

### Le top 6 de vos propositions pour réorienter l'Europe sur choisirnotreeurope.fr

- |  |   |  |   |  |   |
|--|---|--|---|--|---|
| <br>1. L'IVG EST UN DROIT FONDAMENTAL | <br>2. GOOGLE DOIT PAYER | <br>3. STOP AU DUMPING SOCIAL | <br>4. GARANTIE JEUNESSE | <br>5. EGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES | <br>6. REFUSER L'AUSTÉRITÉ |
|--|---|--|---|--|---|

### Le 25 mai, votons pour la liste « Choisir notre Europe » conduite par Pervenche Berès

- |   |   |   |   |  |  |  |   |
|---|---|---|---|--|--|--|---|
| <br>1. Pervenche Berès      | <br>2. Guillaume Balas | <br>3. Christine Revault d'Allonnes Bonnefoy | <br>4. Jean-Michel Morer | <br>5. Hella Kribi-Romdhane           | <br>6. Antoine Varoqué       | <br>7. Garance Yayer  | <br>8. Maurice Braud |
| <br>9. Michèle Christophoul | <br>10. Pierre Kanuty  | <br>11. Corinne Bord                         | <br>12. Nicolas Gaborit  | <br>13. Elisabeth Humbert-Dorfmueller | <br>14. Aleksander Glogowski | <br>15. Nadia Beaumel |   |

Ne pas jeter sur la voie publique.

